



**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté préfectoral n° 65-2024-07-26-0001**

**de mise en demeure pris à l'encontre de la société DECONS SUD AQUITAINE  
de respecter des prescriptions réglementaires relatives à la gestion, le stockage  
et la traçabilité des déchets, la canalisation des effluents, la surveillance des eaux du site  
et la réalisation des campagnes d'analyses des Per-polyfluoroalkylées (PFAS)  
sur son établissement situé sur la commune de Séméac**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées  
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

**VU** le code de l'environnement et notamment l'article R.541-43 ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jean SALOMON, en qualité de préfet des Hautes-Pyrénées ;

**VU** le décret du 2 septembre 2022 portant nomination de Mme Nathalie GUILLOT-JUIN en qualité de secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°65-2023-10-02-00003 du 2 octobre 2023 portant délégation de signature à Mme Nathalie GUILLOT-JUIN secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

**VU** l'arrêté ministériel modifié n° DEVP1206435A du 02 mai 2012 modifié relatif aux agréments des exploitants des centres de véhicules hors d'usages (VHU) et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 novembre 2005 modifié relatif aux modalités de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques prévues à l'article 21 du décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements ;

**VU** l'arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2015 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 janvier 1992, réglementant les activités de transit de déchets et le centre VHU exploités par la SAS Chanfrau Environnement sur la commune de Séméac ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 avril 2018 actant le changement d'exploitant et portant agrément VHU au bénéfice de la SAS DECONS SUD AQUITAINE ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 octobre 2019 relatif à la mise à jour des quantités maximales de déchets entreposés sur le site ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 2 juillet 2024 ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure porté le 5 juillet 2024 à la connaissance de l'exploitant ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant dans le cadre du contradictoire ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite d'inspection du 20 juin 2024, l'inspectrice de l'environnement a constaté le non-respect de l'article 5.1.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2015, des bidons et des contenants de produits chimiques souillés non autorisés étant stockés en mélange avec les ferrailles à broyer sur le site de la société DECONS SUD AQUITAINE sur le territoire de la commune de Séméac ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite d'inspection du 20 juin 2024, l'inspectrice de l'environnement a relevé le non-respect de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, l'exploitant n'ayant pas pu justifier les fiches d'information ou les certificats d'acceptation préalables pour les déchets de métaux, d'équipements électriques et électroniques et caoutchouc, traités sur le site de la société DECONS SUD AQUITAINE sur le territoire de la commune de Séméac ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite d'inspection du 20 juin 2024, l'inspectrice de l'environnement a signalé le non-respect de l'article dont le R.541-43 du code de l'environnement, aucune déclaration des registres des déchets admis et traités sur le site, ayant été réalisée au registre national des terres excavées déchets et sédiments ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite d'inspection du 20 juin 2024, l'inspectrice de l'environnement a constaté le non-respect de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 novembre 2005, le stockage des déchets d'équipements électriques et électroniques, ne permet pas d'assurer un abri aux intempéries ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite d'inspection du 20 juin 2024, l'inspectrice de l'environnement a relevé le non-respect de l'article 4.3.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2015, la fréquence d'entretien du déshuilheur-débourbeur n'est pas semestrielle ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite d'inspection du 20 juin 2024, l'inspectrice de l'environnement a constaté le non-respect de l'article 4.4.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2015, les effluents en sortie du dernier lit planté de roseaux ne sont pas canalisés et se dispersent à même le sol ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite d'inspection du 20 juin 2024, l'inspectrice de l'environnement a relevé le non-respect de l'article 4.4.8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2015, l'exploitant procède à un seul échantillonnage dans le cadre de son auto-surveillance ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite d'inspection du 20 juin 2024, l'inspectrice de l'environnement a relevé le non-respect de l'article 4.4.8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2015, l'exploitant ne programme pas de campagne annuelle d'analyse comparative des données de surveillance ;

**CONSIDÉRANT** que, lors de la visite d'inspection du 20 juin 2024, l'inspectrice de l'environnement a constaté le non-respect de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, l'exploitant n'ayant procédé à la mise en œuvre des campagnes d'analyse des PFAS ;

**CONSIDÉRANT** que le fait de réceptionner des déchets dangereux non autorisés sur le site est de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement notamment en termes de pollution des sols et de dangers vis-à-vis des tiers ;

**CONSIDÉRANT** que l'absence de canalisation des effluents en sortie de traitement est de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement notamment en termes de pollution des sols et des milieux ;

**CONSIDÉRANT** que le fait de stocker des déchets d'équipements électriques et électronique sans assurer une mise à l'abri des intempéries est de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement notamment en termes de pollution des sols et des milieux ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société DECONS SUD AQUITAINE de respecter les dispositions de son arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2015, de l'arrêté ministériel du 23 novembre 2005 modifié relatif aux modalités de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques, de l'Arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711, 2713 et 2714, de l'Arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux et du code de l'environnement, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Sur proposition de M. le chef de l'UiD 65/32 de la DREAL Occitanie ;**

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Déchets autorisés sur le site**

La société DECONS SUD AQUITAINE, n° SIRET 832 209 944 000 20 située au Passage des Bois Ouvrés sur la commune de SEMEAC, pour les déchets non autorisés à être réceptionnés sur son site, **est mise en demeure de respecter, sous 3 mois** les dispositions de l'article 5.1.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2015 susvisé **en procédant au refus des déchets dangereux de contenants souillés non autorisés.**

### **Article 2 : Caractérisation des déchets**

La société DECONS SUD AQUITAINE, n° SIRET 832 209 944 000 20 située au Passage des Bois Ouvrés sur la commune de SEMEAC, pour les déchets de métaux, d'alliage de métaux et d'équipements électriques et électronique réceptionnés sur son site, **est mise en demeure de respecter, sous 3 mois** les dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé **en procédant à la mise en place de fiche d'information préalable pour chacun de ces déchets.**

### **Article 3 : Déclaration au registre national des terres excavées déchets et sédiments**

La société DECONS SUD AQUITAINE, n° SIRET 832 209 944 000 20 située au Passage des Bois Ouvrés sur la commune de SEMEAC, pour les données de traçabilités des déchets admis et expédiés, **est mise en demeure de respecter, sous 3 mois** les dispositions de l'article R.541-43 du code de l'environnement, **en procédant à la déclaration des registres des déchets admis et traités sur le site, au registre national des terres excavées déchets et sédiments.**

### **Article 4 : Stockage des déchets d'équipements électriques et électroniques**

La société DECONS SUD AQUITAINE, n° SIRET 832 209 944 000 20 située au Passage des Bois Ouvrés sur la commune de SEMEAC, pour le stockage des déchets d'équipements électriques et électroniques, **est mise en demeure de respecter, sous 3 mois** les dispositions de l'Annexe I de l'arrêté ministériel du 23 novembre 2005, **en assurant un stockage à l'abri des intempéries.**

### **Article 5 : Entretien du déshuilheur-débourbeur**

La société DECONS SUD AQUITAINE, n° SIRET 832 209 944 000 20 située au Passage des Bois Ouvrés sur la commune de SEMEAC, pour l'entretien du déshuilheur-débourbeur, **est mise en demeure de respecter, sous 3 mois** les dispositions de l'article 4.3.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2015, **en respectant la fréquence d'entretien semestrielle du déshuilheur-débourbeur.**

### **Article 6 : Canalisation des effluents en sortie du second filtre planté**

La société DECONS SUD AQUITAINE, n° SIRET 832 209 944 000 20 située au Passage des Bois Ouvrés sur la commune de SEMEAC, pour les rejets des effluents en sortie du second lit planté de roseaux, **est mise en demeure de respecter, sous 3 mois** les dispositions de l'article 4.4.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2015, **en canalisant les effluents en sortie du second filtre planté et en évitant toute dispersion de ces derniers.**

### **Article 7 : Échantillonnage des effluents dans le cadre de son auto-surveillance et de la surveillance annuelle**

La société DECONS SUD AQUITAINE, n° SIRET 832 209 944 000 20 située au Passage des Bois Ouvrés sur la commune de SEMEAC, pour les prélèvements des effluents dans le cadre de son auto-surveillance et de sa surveillance annuelle, **est mise en demeure de respecter, sous 3 mois** les dispositions de l'article 4.4.8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 avril 2015, **en procédant :**

- **à deux échantillonnages prélevés par l'exploitant à 30 min d'intervalle ;**
- **à la réalisation d'une campagne annuelle de prélèvements et d'analyses comparatives des données de surveillance, effectuée par un opérateur agréé.**

### **Article 8 : Échantillonnage des effluents dans le cadre de son auto-surveillance**

La société DECONS SUD AQUITAINE, n° SIRET 832 209 944 000 20 située au Passage des Bois Ouvrés sur la commune de SEMEAC, pour la réalisation des campagnes d'analyse des PFAS dans les rejets de l'installation, **est mise en demeure de respecter, sous 1 mois** les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, **en procédant à la mise en œuvre des campagnes d'analyse des PFAS dans les rejets de l'installation.**

### **Article 9 : Sanctions**

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 à 8, le paiement d'une astreinte journalière ou l'exécution d'office des mesures prescrites pourra être ordonné à l'encontre de l'exploitant conformément au 1° et 2° du I de l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

### **Article 10 : Information des tiers**

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Séméac pour y être consulté.
- Un extrait du présent arrêté, est affiché à la mairie de Séméac pendant une durée minimum d'un mois ; le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture des Hautes-Pyrénées – pôle environnement–installations classées ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.



## **Article 11 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau, soit par courrier : 50 cours Lyautey – CS 50 543 – 64 010 PAU Cedex, soit par l'application informatique Télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R.181-50 du même code :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

## **Article 12 : Exécution et copie**

- Mme la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie,
- M. le maire de la commune de Séméac.

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées, et dont copie sera adressée :

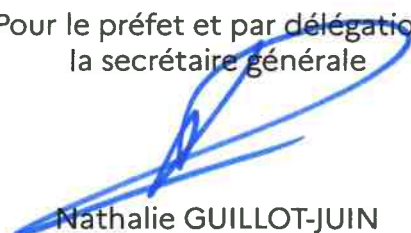
- **pour notification à** la société DECONS SUD AQUITAINE

- **pour information à :**

- Mme. la procureure de la République près le tribunal judiciaire de Tarbes,
- M. le commandant du groupement de gendarmerie des Hautes-Pyrénées.

Fait à Tarbes, le **26 JUIL. 2024**

Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale



Nathalie GUILLOT-JUIN